

Des clés pour comprendre la société : les trois instances



 Mots-clés : Capitalisme - Culture - Économie - Idéologie – Politique

Dans de nombreux groupes du Cefoc, la question revient : comment comprendre le fonctionnement de la société ? Dans cette analyse, Gilbert Cellier et Vanessa Della Piana apportent un éclairage sur base d'une grille qui aide à « lire », à « décoder » toute société humaine. Elle sera assortie de quelques exemples, entre autres issus de l'actualité récente.

Toute société humaine comporte trois fonctions essentielles, qu'on appellera ici « instances » : l'économique ; le politico-juridique ; le culturel ou idéologique. La distinction entre ces instances ne signifie pas qu'elles sont totalement coupées l'une de l'autre. Au contraire, il existe entre elles une interaction permanente. Les distinguer permet toutefois de mieux comprendre les liens entre elles, et permet de cerner comment fonctionne une société donnée.

L'économique

Chacun.e d'entre nous a des besoins fondamentaux : manger, se vêtir, se loger... Mais aussi, par exemple, se déplacer, communiquer... Pour répondre à leurs besoins, les humains déploient une activité de production, de distribution de biens et de services et une activité de consommation, d'utilisation. C'est la sphère économique.

Par exemple : dans notre société, il est courant de manger du pain. Celui-ci doit être produit : par la mère de famille, par le boulanger du village ou par une boulangerie industrielle. Dans chaque cas, il faut des matières premières (farine, eau, sel...), des outils et des machines (pétrin, four...), de l'énergie pour que les machines fonctionnent (électricité, mazout, charbon, bois...). La production suppose que des moyens de communication aient permis l'acheminement de tout ce qui est nécessaire : par lignes électriques, routes, rails ou voies navigables. Cela suppose aussi d'autres activités économiques : l'agriculteur a dû semer et récolter le froment, la meunerie a moulu ce grain en farine, l'entreprise a construit la route et l'entretient. Et bien d'autres activités sont encore supposées dans ce circuit, comme par exemple la fabrication et l'entretien des machines. Après la production, reste à distribuer le bien (ou le service) produit. Dans le cas du pain, il doit être fourni au client dans un magasin (ce qui suppose un local, un éclairage, etc.). Enfin, le client va consommer le pain, et pour cela il peut considérer qu'il aura besoin d'une boîte à pain pour le conserver, d'un couteau pour le couper, de beurre et de confiture... Autant de biens qui, eux aussi, auront dû être produits. Le pain apporte aussi la santé qu'il convient de conserver avec tous les services nécessaires : médecins, hôpitaux, mutuelles...

Les acteurs-clés de l'instance économique sont les entreprises (à divers niveaux) qui produisent les biens et services. Ce sont les intermédiaires, qui les acheminent (transporter, commercialiser, distribuer...). Ce sont les consommateurs ou usagers, qui utilisent les biens et services et qui pèsent sur les conditions de leur acquisition et de leur production. Ce sont aussi tous les protagonistes de l'action économique : les financeurs et leurs organisations (banques, bourse, propriétés...), les employeurs et leurs organisations, les travailleurs (au sens large) et

leurs organisations (dont les syndicats)... Bref, toutes les personnes ou groupe de personnes mais aussi les institutions qui contribuent à la vie économique.

Les activités économiques s'entremêlent les unes avec les autres, de façon d'autant plus complexe que la société elle-même est complexe. Suivant le niveau de développement technologique d'une société, les moyens nécessaires sont plus ou moins nombreux et sophistiqués.

Les activités économiques de production, de distribution et de consommation créent des rapports entre les humains. Ceux-ci sont complexes et de natures diverses. Par exemple : l'échange, le troc, la concurrence, l'association, la spéculation, l'usure, le don, le pillage, l'exploitation, l'entraide, la coopération...

On peut rêver que ces rapports créés par la sphère économique soient simples, transparents (comme le troc que les enfants utilisent dans leurs jeux) et égaux. Dans la réalité, il n'en est rien... D'où vient la farine du pain que j'ai mangé ce matin : de producteurs belges qui cherchent des débouchés ? De producteurs de pays du Sud qui ne mangent pas eux-mêmes à leur faim ? Il est souvent bien difficile de le savoir !

Quant au rêve d'égalité, on en est encore plus éloigné. Notre société fonctionne sur le modèle capitaliste : la logique est celle du profit maximum et donc d'une accumulation sans fin du capital. Elle est basée sur une inégalité fondamentale : certains possèdent des moyens de production (usines, entreprises diverses, holdings...) et peuvent faire travailler les autres pour eux. Ceux qui ne possèdent pas ces moyens de production sont obligés, pour gagner leur vie, de donner leur force de travail aux premiers dans les conditions que ceux-ci déterminent (conditions de travail, niveau de salaire, etc). Le fruit du travail n'appartient pas à ceux qui l'ont réalisé, mais à ceux qui sont propriétaires des moyens de production. Entre les deux, il y a un rapport de force. Les premiers veulent généralement maintenir leurs privilèges, leur pouvoir et leur profit ; les seconds veulent améliorer leurs conditions de vie. Cette logique déteint sur les services (y compris publics) qui doivent désormais être « rentables » ou à tout le moins être le moins onéreux possible.

Comment est-il possible que se maintiennent des sociétés bâties sur une telle inégalité ? Les points suivants donnent deux réponses qui aident à le comprendre.

Le politico-juridique

Pour fonctionner, une société doit être organisée avec des règles (le législatif) et des sanctions (le juridique). On n'imagine pas une vie collective sans un minimum d'accords. Va-t-on rouler à droite ou à gauche ? Les réponses sont différentes en Belgique et en Angleterre. Mais elles doivent être claires, connues et respectées

par tous si nous voulons que des déplacements soient possibles. Cette instance est donc, en quelque sorte, le « code de la route » de la vie sociétale.

C'est la Constitution, le Droit coutumier. C'est tout l'arsenal juridique qui juge et punit ce qui est défendu. C'est toute l'organisation pénitentiaire qui exécute les condamnations. C'est l'organisation policière et militaire. Ce sont les institutions administratives qui encadrent la gestion des biens publics. Ce sont tous les protagonistes (personnes, groupes et institutions) qui interviennent dans ce cadre.

La sphère juridico-politique crée, elle aussi, des relations entre les humains dont des rapports hiérarchiques et de pouvoir. Par exemple, si nous voulons que des dépenses puissent être assurées par le pays, nous avons besoin d'un système de perception des impôts. Si nous voulons que des gens qui ne travaillent plus en raison de leur âge aient une pension leur permettant de vivre dignement, il faut assurer un système de pensions et son financement.

Pour cela, l'État met en place une organisation du pays. Dans certains pays, l'organisation est une dictature : la population est à la merci d'une personne ou d'un groupe restreint. Nous vivons dans un régime qui se veut démocratique et qui organise les pouvoirs politique et législatif à divers niveaux (nation, communauté, région, province et commune). Ces pouvoirs s'exercent au sein d'institutions : Chambre, gouvernement, conseil communal... Les partis politiques sont les moyens permettant à cette démocratie de faire fonctionner les institutions qu'elle s'est données.

Cette organisation n'est pas neutre. À chaque étage, des choix sont posés et traduisent des orientations. Même si nous vivons en démocratie, le système fonctionne souvent en faveur du plus fort. Combien de fois le gouvernement ne demande-t-il pas les pouvoirs spéciaux, enlevant leur rôle aux élu.es ? Qui paie le plus quand le gouvernement décide des mesures d'austérité ? Quelle Europe progresse le mieux ? Celle du grand capital, avant l'Europe sociale, avant l'Europe des travailleurs.euses. Et quel est notre réel pouvoir de citoyen.nes ?

Quand le système a des ratés, quand des conflits surgissent, le système juridique peut intervenir. Des lois prévoient comment régler les conflits et des institutions, comme les tribunaux, en assurent l'application.

Si l'économie fait une majorité d'exploité.es, si le politique et le juridique fonctionnent en faveur des puissants, comment se fait-il que nous supportions cette situation ? Comment ne sommes-nous pas tous en train de travailler à son changement ? À cause d'une troisième instance : l'idéologie.

Le culturel-idéologique

Alors que beaucoup aspirent à l'égalité, à la justice, au respect de chacun.e, la réalité est bien différente. Comment est-ce possible ? Grâce à la « cassette pré-enregistrée » que nous avons dans la tête, autrement dit l'idéologie¹. C'est l'ensemble des évidences qui s'imposent à nous sans que nous y réfléchissions, tout ce que nous pensons sans nous en rendre compte, tout ce que nous faisons spontanément sans y penser.

Pour qu'une société soit suffisamment cohérente, pour qu'elle « tienne ensemble », il est nécessaire que ses membres adhèrent à des valeurs communes, à un minimum de culture commune. Pour prendre une image, quand on achète un ordinateur, il ne fonctionne que parce qu'on l'a doté d'un système d'exploitation. À partir de là, on peut faire des actions avec les logiciels. À noter qu'il y a plusieurs systèmes d'exploitation possibles et pas toujours compatibles entre eux... La culture, c'est en quelque sorte, comme sur un ordinateur, le « système d'exploitation » d'une société. Une société « tient ensemble » par la culture.

La culture ou l'idéologie, c'est tout ce que l'on croit et fait en pensant que c'est évident, que c'est naturel, que c'est ainsi que ça doit aller, que c'est l'ordre des choses... C'est l'ensemble des croyances, des attitudes et comportements qui en découlent. On y retrouve les systèmes religieux, les systèmes de légitimation, les systèmes de valeurs... Tous les acteurs qui les diffusent ou les contestent, donc toute l'action médiatique, socio-éducative, ou encore l'ensemble des expressions artistiques dans leur diversité. Cette instance contient également un ensemble de relations qui en découlent dont, par exemple, les rapports élèves-enseignants, parents-enfants, anciens-jeunes, divin-humain, vivants humains et vivants non-humains...

Dans l'instance culturelle-idéologique, on inclut aussi les institutions qui élaborent et transmettent la culture : la Famille, l'École, les Églises, les médias...

Parmi elles, on perçoit, de plus en plus, l'énorme influence de la publicité et des réseaux sociaux (les influenceurs.euses) dans la diffusion des valeurs et des comportements à adopter, y compris pour être intégré dans des groupes sociaux.

¹ Le culturel et l'idéologique, c'est le monde des idées, donc aussi des concepts, mot qui n'est pas spontanément connoté. On pourrait ainsi dire qu'il s'agit ici du « conceptologique ». Car le mot « culture » est presque toujours et indûment réduit aux productions artistiques et audio-visuelles, ou à une érudition (la « culture générale »), tandis que le mot « idéologie » est souvent perçu négativement.

Un système

Les trois instances sont distinctes mais ne sont pas cloisonnées et parfois, les frontières sont poreuses. Par exemple, dans le monde de l'économie, des managers cherchent à créer «une culture d'entreprise» pour façonner la mentalité des travailleurs.euses et orienter leur action dans un certain sens. Quand un.e représentant.e politique fait une communication sur les réseaux, c'est aussi une manière de contribuer à diffuser une idéologie. L'art, c'est souvent à la fois culturel (production et diffusion d'idées, de concepts) et économique (ce sont des productions à commercialiser et à « consommer »). Des lois (de l'ordre de l'instance juridico-politique) régissent la publicité (de l'ordre de l'instance culturelle mais aussi économique). Dans notre société, les lois de l'État (de l'ordre de l'instance juridico-politique) ont la primauté sur les « lois » religieuses (de l'ordre de l'instance culturelle). Quand un gouvernement (acteur politique) décide de renouveler les avions de l'armée et passe commande à une firme multinationale, c'est bien une décision d'une grande importance économique. Quant aux médias, n'y est-il pas aussi question d'argent et de pouvoir, qu'il s'agisse de la concentration de la presse aux mains de quelques grands groupes, de l'utilisation des satellites ? On peut multiplier les exemples d'interactions entre les instances.

Les trois instances forment un système au sein duquel opèrent constamment des rapports entre elles. Elles se corrigent, se contestent ou se renforcent mutuellement. Un exemple : l'École forme les travailleurs.euses que l'industrie espère recruter ; les élu.es politiques évoquent régulièrement les « élites » que l'enseignement doit promouvoir.

Souvent, on imagine la société comme un système qui est « en ordre », un peu comme un chantier bien rangé ou une cuisine où tout est à sa place après la vaisselle... Or, la société, c'est le chantier en pleine activité, c'est la cuisine quand on est occupés à préparer un banquet ! C'est une activité permanente... mais ce n'est pas le désordre pour autant. Quand on travaille sur un chantier ou en cuisine, les gens et les choses bougent tout le temps. Mais pas n'importe comment. Il y a tout un système sous-jacent, qu'il soit conscient ou non. Les brouettes ne peuvent pas passer n'importe où, les menuisiers s'arrangent pour ne pas gêner les plafonneurs... Des ajustements opèrent en permanence entre les acteurs. Si j'arrive de l'extérieur, je ne vais pas être accueilli à n'importe quelles conditions ; je dois m'intégrer dans ce système. Par exemple, je ne vais pas entrer avec ma voiture sur le chantier et la garer n'importe où, sous peine d'avoir des ennuis ! Bref, la société est ce chantier où tout bouge tout le temps, la résultante de ce « jeu » complexe des rapports entre les forces qui la composent.

Une action plurielle

L'action de celles et ceux qui veulent contribuer à changer la société se situe aussi aux trois niveaux :

- certains acteurs s'intéressent à l'économie. Par exemple, les organisations syndicales veulent améliorer la situation des travailleurs.euses en entreprise. Des groupes lancent des coopératives et développent une économie sociale et solidaire...
- d'autres cherchent comment renforcer le pouvoir des citoyen.nes sur la vie collective. Les groupes associatifs de toutes sortes visent ainsi à augmenter leurs capacités d'intervention.
- des mouvements ou des groupes travaillent aussi à réfléchir aux évidences et aux modèles de société qui sont véhiculés majoritairement dans la société, résistent en créant des médias alternatifs...

Actualisation : réflexions sur notre société, ici et maintenant

Dans la société occidentale (et pas exclusivement), c'est l'instance économique qui domine les deux autres. Le système économique capitaliste est incontestable². Les trois instances se renforcent de plus en plus mutuellement, dans une logique d'accumulation sans fin du capital aux mains d'une infime partie de la population. Les inégalités deviennent toujours plus insoutenables. Comme le rapporte Oxfam : *« En 2025, la fortune des milliardaires a augmenté trois fois plus vite que pendant les cinq années précédentes. Cette augmentation équivaut à la richesse totale de la moitié la plus pauvre de l'humanité. La barre des 3 000 milliardaires a été franchie pour la première fois en 2025. La fortune des milliardaires a augmenté de 81 % depuis 2020. Elle a atteint en 2025 son plus haut niveau historique : 18 300 milliards de dollars cumulés. Les milliardaires ont 4 000 fois plus de chances d'occuper un poste politique que les citoyen.nes ordinaires. »*³

On comprend donc que les régimes politiques en place posent de plus en plus la question : démocratie ou oligarchie ? Des milliardaires utilisent leur fortune pour influencer des gouvernements. On pense aux « lobbies » : dans les enceintes du Parlement européen (instance politique), des multinationales (instance économique) influencent de diverses manières les élu.es à la faveur de leurs

² Ça n'a pas toujours ni partout été ainsi ! Dans l'ancien régime, c'était le politique qui dominait. Et dans d'autres pays à travers le monde, encore aujourd'hui, le culturel (religieux) impose ses lois.

³ www.oxfam.org/fr/communiqués-presse/en-2025-la-fortune-des-milliardaires-augmente-trois-fois-plus-vite-alimentant

intérêts économiques. La porosité est réelle entre les deux mondes : on parle de « pantouflage » pour désigner le fait que des mandataires politiques, des hauts fonctionnaires, des régulateurs au sein d'institutions publiques quittent le service de l'État pour se mettre au service d'entreprises dont le secteur d'activité est concerné par ces mêmes législations et régulations. Évidemment, cela entraîne des relations malsaines au détriment de l'intérêt général : conflits d'intérêts, délit d'initié, allocation de privilèges réciproques... En Belgique, récemment, ce genre de relation malsaine a refait polémique, suite à la proposition du Mouvement Réformateur de nommer Axel Miller à la tête de la Société fédérale de participations et d'investissement (SFPIM). Or, cet ex-patron de Dexia avait dû démissionner à cause de ses responsabilités dans la crise financière de 2008. L'État avait dû alors renflouer les banques privées, ce qui l'avait amené à des politiques d'austérité. Or, Axel Miller, s'il venait à occuper ce poste, devrait s'occuper de la privatisation partielle de Belfius (ex-Dexia)⁴!

Autre exemple interpellant montrant les liens entre les trois instances, guidés par les intérêts capitalistes : Elon Musk, l'un des plus puissants hommes d'affaires devenu multimilliardaire (instance économique), est aussi propriétaire du réseau social Twitter, devenu X (instance culturelle). Soutenant l'extrême-droite à travers le monde, il finance la campagne électorale de Trump et favorise la diffusion de ses idées à travers ses médias. Après sa victoire, celui-ci le nomme haut conseiller et il prend la tête du département de « l'Efficacité gouvernementale », procédant à des coupes drastiques dans les finances de l'État et licenciant des dizaines de milliers de salariés fédéraux (instance politique). Dans la phase actuelle du capitalisme, les milliardaires souhaitent des pouvoirs politiques « forts » capables d'imposer des mesures au service de leurs intérêts économiques. On a vu les milliardaires au côté de Donald Trump lors de son investiture. On peut aussi penser à Vincent Bolloré ou encore Bernard Arnault et à leur soutien effectif aux partis d'extrême-droite.

La sphère juridique n'est pas épargnée : combien de puissants, parmi les grands propriétaires ou les élu.es, ne cherchent pas à déjouer les oppositions de la population, en comptant sur de puissantes équipes juridiques, par exemple, pour faire de « l'optimisation fiscale » et éluder l'impôt, ou encore pour contourner les décisions des instances judiciaires nationales ou internationales ? De plus en plus, on déplore que le droit international soit violé par des élu.es, sans le moindre scrupule. Par exemple, récemment, la ministre belge Annelies Verlinden a décidé de maintenir le gel de l'accueil des demandeurs d'asile, allant ouvertement à

⁴ Voir l'épisode « *Nominations politiques : la boîte noire de la particratie* » de l'émission de la RTBF « Les Clés », disponible sur Auvio: <https://auvio.rtbef.be/media/les-cles-les-cles-3455513>.

l'encontre de la Cour constitutionnelle. La Belgique se comporte par ailleurs en état-voyou depuis plusieurs années en ne fournissant pas d'accueil à des milliers d'hommes isolés alors que ceux-ci avaient introduit une demande de protection internationale en bonne et due forme. Ce sont de graves atteintes, assumées et répétées, à l'état de droit.

De plus en plus, pour qualifier la société comme elle tend à fonctionner, on entend parler de « capitalisme totalitaire », de « libéralisme autoritaire » voire de « fascisation ». Les contradictions du capitalisme grandissent : pour tenir, ce système doit continuer à « produire » ; mais vu les politiques d'austérité, il y a toujours moins de consommateurs potentiels. Pour se développer, le capitalisme doit aussi s'accaparer des ressources, mais celles-ci sont finies (pénuries de pétroles, rareté des métaux pour les nouvelles technologies...). Pour s'étendre, il doit pousser à la surconsommation, or les populations en subissent les conséquences (avec le réchauffement climatique)... Bref, pour que le système capitaliste continue de prospérer, les quelques-uns qui en profitent le plus doivent faire croire à la nécessité des guerres (ce qui relance la machine économique avec la production d'armes) ; faire croire à la nécessité d'apporter la démocratie dans d'autres pays du monde (alors qu'il s'agit de s'accaparer des ressources et des parts de marché mondial) ; faire croire encore que le problème, ce sont les migrant.es ou les chômeurs.euses (et non le réchauffement climatique ou l'appauvrissement des populations)... L'instance idéologique est mobilisée pour servir des intérêts économiques.

Dans ces phases de crise du capitalisme, quand les populations dominées se révoltent, on constate que l'instance juridique peut être mobilisée par le pouvoir économique et ses alliés politiques. Par exemple, avec la répression policière qui s'accroît, avec des « passages en force » pour instaurer des lois liberticides, avec la criminalisation du droit de grève, la dissolution d'associations dérangeantes pour le pouvoir en place, la répression du droit de manifestation....

Économique > Politique > Culturel ?

Suite à la décision de la Défense de rénover ses casernes, plusieurs centres d'accueil pour demandeurs.euses d'asile vont fermer. C'est le cas de Florennes et Belgrade. Cet exemple montre que « la nécessité de se défendre », donc de s'armer, est prépondérante sur l'accueil des demandeurs d'asile... ce qui est pourtant une obligation légale. C'est un choix politique qui se base sur une « valeur » (se défendre) affirmée comme étant une évidence absolue. Or, cela n'a pas toujours été ainsi. La peur de la guerre, mais aussi de l'étranger, est attisée et peut s'avérer bien utile pour imposer ce type de choix. Cette décision politique fait suite à d'autres ; elle s'inscrit dans la même logique que l'achat d'avions F35 ou

l'activation de la fabrication d'armements. L'instance économique en bénéficie (du moins, certains acteurs). Et derrière ces choix politiques considérés comme « indiscutables », l'argent public devient toujours moins disponible pour les politiques sociales et culturelles, qui elles, sont désormais « discutables ».

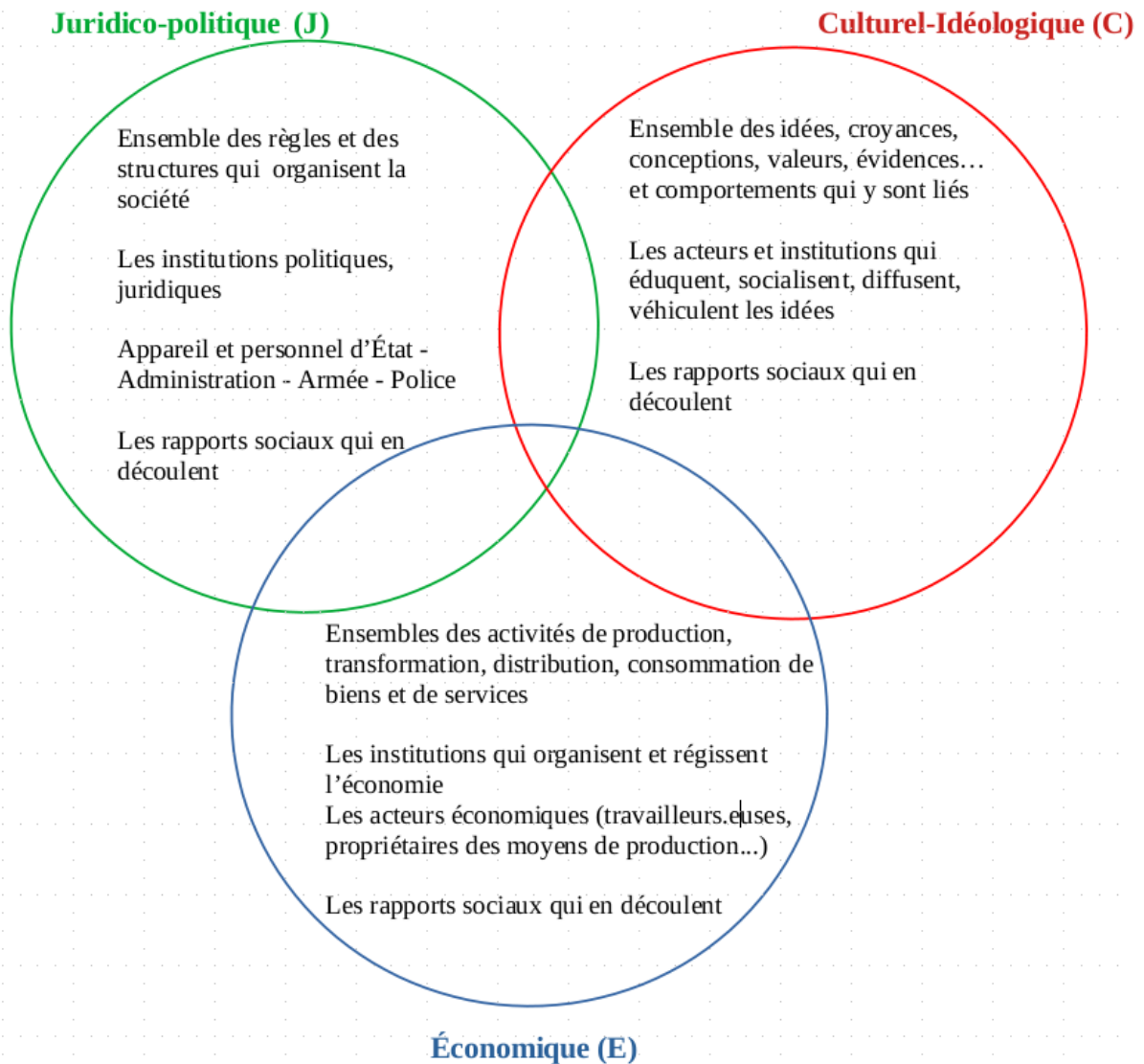
Par ailleurs, cet exemple laisse penser que le politique « peut trouver de l'argent » : le Politique (P) serait donc prépondérant sur l'Économique (E) et le Culturel (C). En réalité c'est la sphère économique qui reste prépondérante : $E > P > C$. C'est en fonction de la « bonne santé économique » (E) que la plupart des décisions politiques se prennent (P) et sont légitimées (C) d'autant plus facilement que la société a intégré la croyance que la concurrence est le meilleur mode de fonctionnement pour être « heureux » ; que pouvoir consommer au-delà de ses besoins vitaux est nécessaire au « bonheur », à la reconnaissance sociale ; que « le moins cher est le mieux » pour pouvoir consommer... Autant de valeurs contestables... et contestées par beaucoup, d'ailleurs !

Cependant, quand le Politique le veut, il peut imposer des contraintes à l'Économique. Ce fut le cas avec la crise du Covid. C'est le cas avec un certain nombre de décisions de Trump, comme les droits de douanes. Voilà peut-être un espoir. Le fonctionnement de la société n'est pas une fatalité. Il peut être transformé. Par le travail culturel (quelle société veut-on, quel projet, avec quelles valeurs ?) on peut faire advenir un pouvoir politique qui définirait et imposerait un cadre à l'économie. Ce serait alors : $C > P > E$.

Gilbert Cellier,
Volontaire au Cefoc

Avec Vanessa Della Piana,
Formatrice permanente au Cefoc

Annexe : schématisation des trois instances



Le Cefoc est une association qui propose des projets de formation et de recherche pour des personnes issues ou solidaires des classes populaires. La visée de la démarche du Cefoc est de permettre aux personnes en formation de participer à la construction d'une société démocratique et solidaire en devenant sujets et acteurs de leur vie personnelle, sociale, culturelle et politique.

Cette association est présente en Wallonie et à Bruxelles au travers de journées, de week-ends de formation et d'une quarantaine de groupes de formation. Elle est reconnue en Éducation permanente par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Asbl Cefoc

Rue Saint-Nicolas, 84 – 5000 Namur (Belgique)

Tél. +32 81 23 15 22 – Courriel : info@cefoc.be

Site internet : www.cefoc.be

Éditrice responsable : Isabelle Paquay

© Cefoc

Avec le soutien de la

